

Mâchurer l'enquête

BUREAU D'ENQUÊTE, *PLQ inc. Comment la police s'est butée au parti de Jean Charest*, Montréal, Les éditions du Journal de Montréal, 2019, 350 pages

Daniel Gomez

Volume 14, Number 2, Spring 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93024ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gomez, D. (2020). Review of [Mâchurer l'enquête / BUREAU D'ENQUÊTE, *PLQ inc. Comment la police s'est butée au parti de Jean Charest*, Montréal, Les éditions du Journal de Montréal, 2019, 350 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 14(2), 15–16.

Mâchurer l'enquête

Daniel Gomez
Chef de pupitre politique

BUREAU D'ENQUÊTE

PLQ INC. COMMENT LA POLICE S'EST BUTÉE AU PARTI DE JEAN CHAREST

Montréal, Les éditions du Journal de Montréal, 2019, 350 pages

Récemment, Nathalie Normandeau, ancienne vice-première ministre libérale, une des personnes parmi les plus incriminées par les enquêtes de l'UPAC (Unité permanente anticorruption), a demandé un arrêt des procédures judiciaires contre elle en vertu de l'arrêt Jordan qui fixe des délais pour des procès criminels. Pas moins de quatre années se sont en effet écoulées depuis que madame Normandeau a été arrêtée. Notons que d'autres gros noms du PLQ avaient eux aussi été arrêtés, dont l'ancien député Marc-Yvan Côté. Ils avaient, eux aussi, invoqué l'arrêt Jordan en 2017. Cela leur a été refusé. Jean Charest lui-même, ancien premier ministre du Québec, est toujours visé par une enquête de l'UPAC sur le financement du Parti libéral du Québec. Il ne faut évidemment pas oublier Marc Bibeau, homme d'affaires et grand argentier du PLQ, qui se bat depuis des années pour éviter que deux mandats, obtenus dans le cadre de l'enquête Mâchurer, soient rendus publics.

Depuis 2014, l'UPAC, par le biais de l'enquête Mâchurer, cherche à faire accuser le PLQ pour ses méthodes de financement. Tout ceci en vain. D'où le sous-titre de l'ouvrage produit par une quinzaine de chercheurs et journalistes du *Journal de Montréal*: «Comment la police s'est butée au parti de Jean Charest». Cette équipe s'est donné pour mission de démontrer le rôle et l'importance des médias du Québec dans la surveillance de la politique, de la police et de l'appareil judiciaire. En cas de dysfonctionnement du système, les médias font le travail que la police ne peut pas faire. Cela donne: *PLQ inc.*, un ouvrage de 350 pages sur les mœurs électorales du Parti libéral du Québec, particulièrement sous l'ère du gouvernement Charest comme sur la fantastique bataille que se livrent depuis déjà plusieurs années les forces policières québécoises et l'establishment politico-économique libéral.

Ce livre est un collectif d'une quinzaine de chapitres. Un livre donc écrit par plusieurs mains et qui ratisse large. L'ouvrage mentionne même la célèbre commission Gomery sur les commandites. On y retrouve différentes enquêtes qui s'entrecroisent. Les sources sont multiples et souvent anecdo-

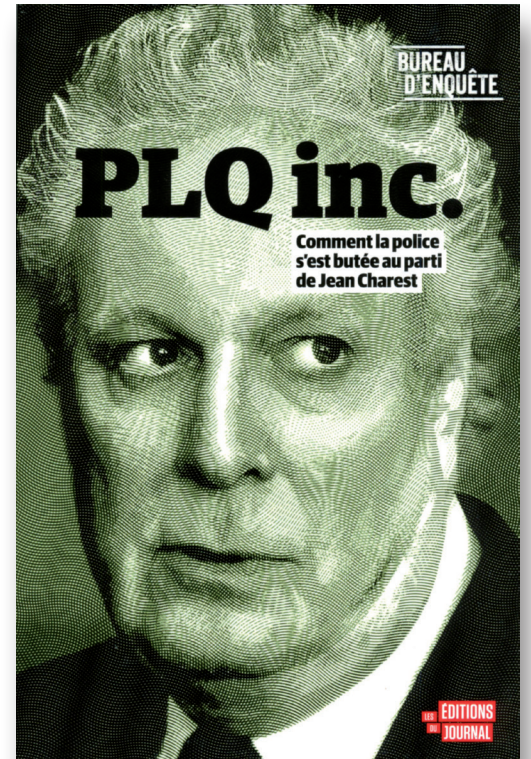
tiques. Bref, ce n'est pas d'une approche très structurée et il n'est pas toujours évident pour le lecteur de garder le fil du récit. Celui-ci aurait peut-être davantage à se familiariser d'abord avec la chronologie située en fin d'ouvrage. Quoi qu'il en soit, la lecture de *PLQ inc.* a de quoi alimenter le cynisme ambiant et les préjugés sur les partis politiques en général et sur le Parti libéral en particulier. Ce parti qui, il faut le rappeler, a 153 années d'existence. Il est incrusté dans l'histoire du Québec et cette longévité explique peut-être bien des choses.

Ce qui est clair cependant, c'est qu'avec l'arrivée de Jean Charest vers la fin des années 1990, le Parti libéral du Québec est devenu une machine à ramasser de l'argent.

Le Bureau d'enquête a d'emblée impliqué Jean Charest. Il s'est interrogé par exemple, tout comme les enquêteurs de l'UPAC, sur le fait que le député de Sherbrooke pouvait concilier un train de vie, estimé à 700 000 \$, avec un revenu de 182 000 \$ comme premier ministre, auquel il faut ajouter 75 000 \$ versé par le PLQ... Et qu'en est-il également du fameux «pont d'or» dont aurait bénéficié monsieur Charest pour faire le saut d'Ottawa à Québec? Comme pour tout le reste, il n'y a pas de réponses claires à cette question dans un ouvrage qui soulève beaucoup de questions et offre peu de réponses. Ce qui est clair cependant, c'est qu'avec l'arrivée de Jean Charest vers la fin des années 1990, le Parti libéral du Québec est devenu une machine à ramasser de l'argent. Au sommet de cette «pompe à fric», deux personnages sont omniprésents: Marc Bibeau et Violette Trépanier.

Le premier est un homme d'affaires très impliqué dans le domaine de la construction, membre de différents C.A. dont, entre autres, celui de Power Corporation. Marc Bibeau a une très grosse expérience d'organisateur. Officiellement, il est bénévole du parti, un bénévole précieux. De janvier à octobre 2016, Bibeau a en effet recueilli pour le PLQ le montant de 428 000 dollars, sur un total de 700 000 \$, soit 60 % (p. 105). La collecte des autres années est aussi édifiante. Il semble que la majorité du financement du PLQ venait alors des entreprises plutôt que des comtés et des militants ou des membres. Le tout basé sur un système de «prête-nom» bien connu.

Le livre souligne très bien les énormes pressions que subissaient les firmes pour



participer à la cagnotte du Parti libéral, avec promesses de contrats bien sûr! Les auteurs soutiennent qu'après l'élection du PLQ et de Jean Charest en 2003 le mariage entre le parti et le monde des affaires est consommé. Il se tisse alors une sorte de toile encore plus serrée que ce qui existait avant et ceci grâce à des cocktails et soirées, certaines très fastueuses, «pour lier gens d'affaires et ministres». La lecture de toute la machine libérale donne un peu le vertige. Comme le disait Violette Trépanier dans un courriel du 6 décembre 2008: «le PLQ croule sous les piassesssss».

Cela m'amène à parler du personnage Trépanier, aussi important que le personnage Bibeau, mais résolument hors-norme. Qu'on en juge par soi-même: madame Trépanier est une ancienne enseignante, militante du PLQ de très longue date, députée et ministre sous Robert Bourassa. Elle est responsable de la campagne de financement du PLQ en 1990. C'est une «madame» très traditionnelle qu'on n'imagine pas avoir de si grandes responsabilités dans un parti politique d'importance. Son ascension s'est poursuivie avec Jean Charest et elle a finalement occupé le poste, stratégiquement vital, de directrice du financement et du recrutement pour le parti. Elle est omniprésente dans l'ouvrage du Bureau d'enquête et dans la vie financière du PLQ. Elle a témoigné devant les multiples commissions qui se sont penchées sur les mœurs financières et politiques de la formation politique. À la fin de l'ouvrage, on se demande comment il est possible qu'elle ne soit pas en prison. À 74 ans, elle fait partie d'un club de scrabble. Elle a fini troisième dans un tournoi à Montréal et une image nous la montre comme: «une vieille dame au sourire hésitant et les yeux à demi fermés». Cela contraste avec l'image «d'une ancienne

PLQ INC.

suite de la page 15



ministre qui aurait été l'une des architectes d'un des plus grands systèmes de financement politique possiblement douteux». Les auteurs qualifient cela de «stupéfiant» (p. 127). C'est le moins qu'on puisse dire!

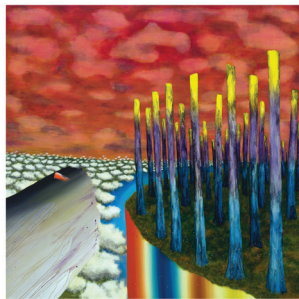
Depuis le titre infamant de la revue *Maclean's* en 1970 sur la corruption au Québec, il y a eu de nombreuses réactions, bien des commissions et des enquêtes. L'ouvrage en témoigne. Il rend également compte du rôle crucial joué par le PLQ dans cette triste distinction québécoise. Certes, des correctifs et améliorations ont été apportés pour «civiliser» la circulation des argents entre le poli-

tique et l'appareil administratif québécois. Il demeure cependant une forte impression d'inachevé. Tout s'est passé comme si les principaux acteurs de ces entorses à la démocratie étaient restés impunis. L'enquête Mâchurer, la plus récente chasse au financement illégal des partis, est le dernier exemple de cette impunité. Une trentaine de suspects ont été entendus. Aucun n'a été arrêté. L'appareil politique libéral a encore réussi à bloquer l'appareil policier. «Cinq ans plus tard, l'enquête s'est embourbée sur fond d'autodestruction à la tête de l'UPAC et de la Sureté du Québec, et bien malin celui qui peut deviner ce qu'il en adviendra. En attendant, espérons que, le récit de l'enquête Mâchurer ainsi que les découvertes faites par les policiers sur le parti de Jean Charest, laisseront des leçons durables pour les générations de politiciens à venir» (p. 334). ❖

Un abonnement à L'Action nationale permet d'approfondir les problématiques auxquelles nous sommes confrontés



Maurice Séguin :
le sens de l'héritage



Infonuagique publique
La tête dans les nuages



Gazoduc
Saguenay,
le gaz et le non-sens



Immigration
Qui contrôle quoi?



L'identité constitutionnelle
autochtone



Brexit et Catalogne
Les voies inconnues



Les régions du Québec ont un
rendez-vous avec elles-mêmes



Français
Reprendre l'initiative

Dix numéros par année
des analyses sérieuses, des dossiers inédits,
un regard assumé sur les essais,
un point de vue québécois sur le monde